

Lutte de classe

La bataille pour la présidence de l'Unedic a commencé.

La bataille pour assurer la présidence de l'Unedic après la démission de Michel de Virville donne lieu à un nouvel affrontement entre l'IUMM et le Medef.

Nous avons dit que cette bataille avait pour toile de fond les contradictions économiques et sociales auxquelles est confronté la bourgeoisie française, entre adaptation accélérée aux nécessités du capitalisme mondial dominé par le capitalisme financier, et résistance à cette tendance qui repose sur les rapports établis entre les classes depuis l'après-guerre à la faveur de la reconstruction et de la réindustrialisation.

Cette analyse se trouve confirmée par la nature des candidats à la présidence de l'Unedic proposés par l'IUMM et le Medef ou soutenu par ce dernier. L'affaire pourrait encore se compliquer après que dans *La Tribune* de mercredi, le président de la CGPME, Jean-François Roubaud, a revendiqué le maintien de son délégué Jean-François Veysset, qui doit prendre la présidence de l'Unedic par intérim lors d'une réunion du bureau de l'assurance-chômage, le 18 mars.

Pour mémoire et je pense que c'est important d'y revenir, la CGPME présente la particularité d'avoir approuvé avec un enthousiasme mesuré toutes les mesures ou lois antisociales votées ces dernières années, tout en estimant qu'elles étaient largement insuffisantes, il prône par exemple l'abandon pur et simple de toute notion légale de la durée du travail et la liquidation du CDI, d'une certaine manière il constitue l'équivalent des néoconservateurs ou l'extrême droite du patronat. La CGPME qui est un allié du Medef contre l'IUMM pourrait faire monter les enchères ou négocier très cher son soutien à Parisot.

Il est intéressant de s'arrêter maintenant à la personnalité des différents candidats et à leurs premières déclarations qui en disent long sur leurs intentions.

L'IUMM qui entend conserver le mandat essentiel de l'Unedic, son président a déjà proposé deux noms à Parisot : Jean-Luc Vergne, actuel DRH de PSA-Peugeot Citroën, et Philippe Vivien, DRH d'Areva. "*Je suis en phase avec cette idée de Mme Parisot d'un bon équilibre entre les gens de l'entreprise et les permanents*", a fait valoir M. Saint-Geours.

De son côté, le Medef a jugé plutôt "*intéressante*" la candidature émanant "*d'un chef d'entreprise spécialiste des fusions et des acquisitions*", Geoffroy Roux de Bézieux, président de Croissance Plus, une association regroupant des entreprises des nouvelles technologies, par ailleurs président de l'opérateur de téléphonie Virgin Mobile, qui entend participer à "*la rénovation du dialogue social*" et à celle "*des organisations patronales sous le signe de l'éthique et de la transparence*".

Dans le camp de l'IUMM, les deux candidats sont des industriels, dans le camp du Medef, le candidat provient du secteur des services et l'une de ses activités est lié au marché financier. On retrouve dans la bouche de Roux de Bézieux l'orientation du Medef qui a pour objectif d'associer davantage les syndicats ouvriers à la fuite en avant du capitalisme vers le chaos, ce qui se traduit concrètement pour la liquidation de la législation du travail et de la protection sociale.

Le conflit entre l'IUMM et le Medef ne réside pas à proprement dit sur le fond, mais davantage sur la méthode et le rythme pour engager ou accélérer cette formidable régression sociale qui ne pourra être remise en cause que par la mobilisation révolutionnaire du prolétariat remettant en cause les fondements même du capitalisme. Le capitalisme demeure le capitalisme, et il n'y a pas un capitalisme meilleur qu'un autre, cette vision réactionnaire que partage les réformistes et les centristes est mécaniste et antidialectique.

Alors que l'IUMM se satisfait de la complicité tissée de longue date avec les dirigeants syndicaux et qui a permis de conserver la paix sociale en France, la fameuse lutte des classes dans le cadre duquel patrons et dirigeants syndicaux (et politiques) réussissent par s'entendre, le Medef y voit au contraire un obstacle à la mise en œuvre de la politique dictée par le capitalisme financier qui nécessite de nouveaux rapports avec les dirigeants

syndicaux, la subordination totale des syndicats pour faire face aux besoins croissants du capitalisme mondial en proie à une crise sans comparaison dans le passé.

(source : *Le Monde* 14.03)